LE COMMUNISME

PAR

C. BAILLAIRGÉ, M. S. R. C.

LE COMMUNISME

LA SEULE SOLUTION POUR LES DÉSŒUVRÉS — RETOURNER AUX CHAMPS, GAGNER SA VIE À LA SUEUR DE SON FRONT.

Le communisme existe déja, pour beaucoup, parmi nous.—Nous ne l'avons jamais cru pour ne nous l'être jamais dit.

Bon gré, malgré, nous le mettons tous les jours en pratique ; non pas sous la forme exagérée, outrée voulue par les socialistes, mais de la manière indiquée par les enseignements de l'évangile, et que nous mettrions en pratique même si ces enseignements n'existaient point ; car s'il y a en l'homme un sentiment inné, c'est bien celui du mien et du tien, et ce sentiment est aussi fort chez le païen que chez le chrétien, chez le barbare, le sauvage que chez l'homme civilisé ; et il l'est, à fortiori, chez l'homme, puisqu'il existe chez la brute, qui sait qu'elle fait mal lorsqu'elle s'empare de la proie d'autrui ; à preuve que pour le faire elle se sert ou de sa force ou de son astuce.

En effet c'est de nuit, c'est à la faveur de la noirceur, des ténèbres que le loup enlève l'agneau et va le cacher dans la forêt, fort qu'il est du sentiment, de l'instinct qu'il a mal fait, et qu'un autre de son espèce, ou de la gente féroce peut lui rendre la pareille, en lui dérobant à son tour sa proie malhon-

nêtement acquise. C'est en feignant la mort ou par quelqu'autre truc que le renard (et voilà ce qui lui mérite le nom de " fin ") surprend le lapin, l'oiseau de basse-cour ; et de même l'homme par la ruse, par la force, vole son semblable et sachant qu'il fait mal, se donne tant de peine pour se soustraire à la justice, à la punition de son crime.

Mais pour la bête, il n'y a point de futur, tandis que pour l'homme il y en a un, qui le force de faire restitution de ses biens mal acquis ou de subir les conséquences d'un refus de ce faire, ou même d'une impossibilité de sa part de rendre à qui de droit, ce qu'il lui a pris. Toutes les nations, toutes les religions comprennent ceci, et celui là même qui ne connait point Dieu, qui n'a jamais ouï parler des lois de la propriété, est tout aussi fort d'une injustice commise, d'un vol au détriment de son voisin, que l'est le philosophe le mieux au fait des enseignements de la justice des hommes, comme de celle de l'Etre éternel pour les croyants, du faux dieu pour les incrédules.

Proudhon a dit : " la propriété, c'est le vol." Ceci n'est pas aussi éloigné d'être vrai. qu'on se donne l'air de le croire. Dieu nous l'a dit par la bouche du Sauveur : " En vérité, en vérité, je vous le dis : il est plus difficile pour l'homme riche d'entrer dans le royaume des cieux, que pour un chameau de passer par le chas d'une aiguille." Que veulent dire ces mots—non pas que la richesse, la possession de la fortune soit répréhensible en elle-même—mais que ces richesses ont été en général acquises par des

moyens plus ou moins avouables ou dont la probité est au moins douteuse. Le riche lui-même le dit, ou sans le dire, l'admet, en s'en dépouillant pour beaucoup, sa vie durante, ou à la fin de sa carrière, avant de mourir ou par son testament, après sa mort. "C'est à la charité" (dit Royal dans son mémoire sur le "Socialisme" lu devant la Société Royale du Canada en mai 1894) que nous devons tous les hospices, asiles, hopitaux, crèches, institutions de sourds et muets qui se rencontrent dans les grandes villes de la province de Québec. (Que n'a-t-il dit : de par le monde entier, civilisé au moins). C'est pour l'ouvrier, c'est pour le pauvre, c'est pour la viellesse, c'est pour toutes les infirmités dont la pauvre humanité est affligée, et qui se rencontrent surtout chez les classes travaillantes, que ces refuges ont été fondés, qu'ils sont entretenus et qu'ils prospèrent."

Oui, sans doute que la philanthropie est une chose réelle, une des qualités innées chez l'homme ; mais il y a dans la philanthropie des degrés, comme dans toutes autres choses—c'est-à-dire, qu'elle peut être plus ou moins pure ou mêlée de considérations humaines, de considérations ayant trait à la vie future. Elle peut être plus ou moins spontanée.

Dieu a dit : "tu gagneras ta vie à la sueur de ton front." Que veulent dire ces paroles ? qu'il n'y a d'autres moyens de devenir riche que par le dur travail du corps ou de l'esprit; car ce ne sont point les seules sueurs du travail manuel—sueurs chaudes —il y a encore les sueurs froides de l'anxiété, du chagrin, des préocupations humaines.

La parole de Dieu prouve qu'il ne veut point que pendant que certains se roulent dans les richesses, le luxe et l'abondonce, d'autres n'aient pas même les nécessaires de la vie ; aussi, nous dit-il souvent, nous repète-t-il sans cesse, par sa voix et celle de ses ministres "donnez aux nécessiteux" logez, vêtissez, soiguez les malheureux.

Royal, comme beaucoup d'autres qui ont écrit sur le sujet qui fait les frais de cet entretien, veut sauver la chèvre et le choux. En effet, après sa déclaration suscitée de ce qu'a fait la charité pour l'humanité souffrante il ajoute : cependant si la charité est un devoir, elle ne donne à l'ouvrier aucun droit contre le maître qui loue son travail. Puis il en revient à la thèse que nous épousons en ajoutant : "elle (la charité) crée seulement pour le patron et pour le riche le *devoir* de venir au secours de leurs frères dans le malheur, devoir que la religion se charge de faire remplir par son admirable conception."

De fait, les donateurs, les philanthropes se comptent par milliers. De tout temps il y en a eu. Les institutions de charité, de bienfaisance, de par le monde en font foi. Donc comme nous l'avons dit, le communisme existe déjà ; car donner de son avoir aux autres, le dépenser pour le bien-être d'autrui ; qu'est-ce autre chose, après tout, que du communisme ; et, du communisme particulier, à l'axercise de cette sorte de charité par tous ceux qui en ont le moyen, il n'y a qu'un pas.

Nul ne se gêne pour le dire, l'affirmer, que c'est

un devoir, et pourquoi un devoir ? parce que pour tous ceux qui sont riches, et qu'ils aient acquis ces richesses par leur travail, leurs spéculations, ou qu'ils en aient hérité, le doute est encore là, la presque certitude que leur acquisition n'est pas due à des moyens en tout et partout avouables. Oui ! un devoir de s'en départir, pour le surplus, en faveur de ceux à qui Dieu n'a pas donné le talent, l'occasion de s'en pourvoir. On ne s'extasie point d'ordinaire à la nouvelle qu'un tel a fait acte de philanthropie. Il est rare que ce soit un pur acte de charité. Le donateur à ses réserves mentales à ce sujet. Il y a pour le chrétien, à propitier, Dieu le Sauveur, par la restitution du bien mal acquis — pour le païen, ses dieux pour la même raison. Et, encore une fois, on ne se gêne aucunement pour dire tout haut à l'acquit de celui qui ne le fait point et qui devrait le faire : il a fait son argent par pression usurière, et au lieu de tout laisser ainsi à son fils, à son neveu, il eut dû en donner une notable partie aux pauvres, ou à quelque institution de bienfaisance — d'un autre : la preuve qu'il n'avait point besoin d'un octroi, d'une subvention de l'état, pour tel service — océanique ou autre — c'est qu'il a pu laisser à sa famille une fortune égale à la somme de ces subventions annuelles et qu'il a donc volé l'Etat d'autant, en faisant contribuer sous de faux prétextes à la population, un argent auquel aujourd'hui (à son décès) il est démontrable, qu'il n'avait aucun droit et n'a pu obtenir que par des déclarations fausses, exagérées ou de quelque autre manière inavouables.

L'anarchie est le moyen qu'emploie le commu-

nisme pour s'accentuer: terroriser les gens pour leur faire faire de force ce qu'ils devraient faire de bon gré, de bonne volonté—Louise Michel, l'a dit, carrément l'an dernier, lors qu'interpellée à ce sujet, elle répondit: " ce que veut l'anarchie, c'est que les riches qui en ont trop, partagent avec les pauvres qui n'en ont pas assez "

Les communistes non outrés ne demandent point l'égalité; car existât-elle, que ce ne serait que pour un instant, une seconde à peine. Pour l'homme il n'y a point de statu-quo—il est né inégal de talents, d'aptitudes, d'activité; et, l'égalité pécuniaire se fit-elle un moment, par la distribution, la division des biens, des richesses par parts égales ; que la paresse, l'insouciance de l'un les lui verrait diminuer, pendant que le talent, le travail, l'activité de l'autre les lui ferait fructifier; et les extrêmes de l'opulence et de la pauvreté reparaîtraient encore après un temps donné plus ou moins éloigné: une génération, un siècle, plusieurs siècles si vous voulez; mais l'inégalité redeviendrait encore un jour ce qu'elle est aujourd'hui.

Eh bien, pourquoi les nations ne liquideraient-elles point comme les individus? Vous mettez un homme en banqueroute, vous lui faites faire cession de ses biens, vous le forcez à liquider, à partager avec ceux à qui il doit. Vous ne lui enlevez point ce qu'il lui faut pour vivre; mais il a trop vécu, trop bien vécu; il a roulé voiture comme l'on dit, s'est nourri lui et sa famille de ce qu'il y a de mieux, et fait libre usage des meilleurs vins; conduit tous les soirs sa femme et ses enfants à l'opéra, vêtues de

soieries, visité à grands frais les places d'eau, voir même un dispendieux voyage d'outremer; il l'a fait aux dépens de ses créanciers; il n'a pas gagné de quoi le faire, à la sueur de son front, comme le veut l'Evangile. Il a, au lieu de dévouer ses recettes à payer ses marchandises, tout ou presque tout dépensé à s'acheter des propriétés, à payer de fortes primes d'assurances sur sa vie, pour pourvoir, aux dépens de ses créanciers, à la subsistance de sa famille après sa mort, à doter sa femme d'un fort douaire.

Tout cela serait très bien, s'il avait pu le faire, s'il pouvait continuer de le faire à même les profits de son commerce; mais si comme ça se fait le plus souvent, il a pris pour ce faire, l'argent qu'il devait affecter au paiement de son stock; il a agi malhonnêtement en pourvoyant ainsi à son futur, à celui des siens, aux dépens des autres, au détriment de ses creanciers et il a à faire restitution.

Ce qui ne veut point dire que toutes les banqueroute sont malhonnêtes, frauduleuses; car on peut être entrainé par la chute d'un autre; mais à part cela, on peut, on doit l'éviter en faisant à l'avance le bilan de ses dépenses pour loyer, nourriture, vêtement, chauffage, éclairage, redevances municipales, salaire des commis, etc, en regard des profits que l'on peut évaluer, et vivre en conséquence.

Oui, la liquidation est aussi une sorte de communisme forcé, un communisme local ou dans un certain rayon; mais dont il y a tous les jours de par le monde des milliers de cas, et en cela la distribution, le partage est déjà reparti sur une assez grande étendue du globe.

Il y a encore ceux qui donnent et donnent sans cesse de leur vivant pour venir en aide aux nécessiteux. Il y a les produits ou recettes de quêtes publiques, de bazars, kermesses, tombolas, souscriptions pour ceci, cela. Voilà autant de petits actes communistiques, ou par lesquels on fait cession de son avoir, et cette cession est toujours un peu forcée ; car à part l'amour de Dieu, il y a la crainte du châtiment, puisque Dieu en menace tous ceux auxquels peut s'adresser ces mots : " j'ai eu soif ; j'ai eu faim ; j'étais nu et sans abri, j'étais malade et souffrant et tu n'a pas pourvu à mes besoins. "

Les contributions forcées de tous les pays comme le sont celles qui se prélèvent en Angleterre sous l'entête de " poor laws " pour la sustension des hospices des pauvres, des aliénés, des veuves et des orphelins; les cotisations annuelles pour subvenir aux besoins des hôpitaux publics, maisons de travail (work-houses) ne sont autre chose que du communisme Pourquoi donc ne pas généraliser le système et forcer tout le monde à contribuer dans la mesure de son avoir, avec exemption peut-être pour les salaires audessous d'un certain chiffre. Si, disait l'autre jour un journal de New York, le million de piastres donné tous les ans par les habitants de cette ville en aumônes, était affecté à établir les récipiendaires sur les terres non concédées du Kansas ; il en serait bientôt fait des pauvres de cette grande ville. Et pourquoi n'en serait-il pas ainsi de toutes les villes du monde où il y a des désœuvrés, des nécessiteux ; une contribution forcée ; non pas pour les faire vivre dans l'oisiveté, à la charge de leurs concitoyens;

mais pour les éliminer, disposer du surplus, de tous ceux pour lesquels il n'y a point de travail, en établissant des colonies çà et là, à peu près suivant notre système actuel de "homesteads" sur la voie du chemin de fer du Pacifique au Canada.

L'Anarchie a atteint tous les pays du monde civilisé. Nous avons déjà dit, que ses moyens, ses armes : les grèves d'ouvriers, la dynamite, la destructon, la ruine, le meurtre ont pour but de semer partout la crainte, l'inquiétude, la terreur ; non pas pour le simple plaisir de la chose, non pas pour aucun avantage direct pouvant résulter de cette action dévastatrice, sauf peut être le remède partiel de l'emploi de quelques uns des désœuvrés à la réhabilitation des bâtisses, des ateliers, des installations ainsi mis en ruine ; mais surtout pour en faire venir les gouvernements à un procédé de communisme forcé par lequel, chacun serait mis en mesure de gagner le pain de sa famille.

Or, ce moyen, quel est-il. On a tenté en France en 1848 sous le gouvernement provisoire, de trouver de l'ouvrage, d'en créer par l'établissement d'ateliers nationaux. On s'est fait fort de garantir par ce moyen de l'ouvrage à chaque citoyen. L'entreprise fut lancée sous les conditions les plus favorables et au milieu d'un cri d'enthousiasme populaire. Ceux qui désiraient de l'ouvrage, s'adressaient aux employés municipaux, et s'il y avait de l'ouvrage à donner, on assignait à chacun son département spécial. S'il n'y avait point d'ouvrage à donner, dans le temps, le désœuvré retirait ses trente sous par jour, jusqu'à ce qu'il y en eut. Sous peu de temps, il y eut ainsi

125,000 hommes d'enrôlés à Paris, représentant avec leurs familles 600,000 âmes ou la moitié de la population de la ville à cette époque.

Comme l'a dit un écrivain de l'époque ; jamais la pauvreté n'a été abolie à un pareil prix ; mais les profits, l'industrie, le respect de soi même subirent le même sort, et même à 30 sous par jour, le gouvernement ne fut pas lent à trouver qu'il payait trop cher le millennium. Finalement on trouva que l'ouvrage accompli sous le système n'était que nominal. Les hommes de fait, ne faisaient que chômer, paresser sous prétexte de faire de l'ouvrage. Le gouvernement fut forcé, pour éviter la banqueroute de se désister de sa folle entreprise. Sur fermeture des ateliers, les ouvriers se mirent en insurrection et une gigantesque expérience en socialisme ne prit fin qu'avec le sacrifice la mort de 12000 hommes, avant la réhabilitation du sens commun et de la raison.

Sous le coup de la dépression assez générale des dernières années le Gouvernement Impérial, nomma une commission pour s'enquérir et faire rapport sur la condition du travail dans le Royaume-Uni. Il y eut deux rapports dont celui de la minorité respirait à pleins poumons le socialisme. Cette section de la commission opta pour l'abolition des contrats, pour l'exécution "à la journée" des travaux publics, l'adoption de 8 heures de travail, la cessation de tout ouvrage par les femmes à domicile, et l'emploi des désœuvrés par le gouvernement. Il suffit de l'expérience de la France relatée plus haut, pour prouver de suite l'illusoire du projet. Le projet de trouver

ainsi de l'ouvrage pour tous les désœuvrés, a déjà souvent été mis à l'étude mais sans aucun résultat pratique.

" Sous l'en-tête " Détresse en Angleterre " le *Daily Telegraph* du 26 décembre 1893, reproduisait un article d'un journal de Londres du 23 de ce mois à l'effet que les meneurs se plaignaient de ce que les autorités locales ne s'étaient point prévalues de l'autorisation à elles acquise par le Gouvernement Impérial de dépenser de l'argent sur des travaux de secours pour les pauvres gens sans emploi, avec le résultat que la détresse s'accentuait dans la plupart des grandes villes, et cela à la grande satisfaction des agitateurs socialistes et anarchistes. Cependant poursuit, l'article, il est difficile de voir, ce que le gouvernement peut faire de plus, si non un socialisme d'état sur une échelle gigantesqne, et pour ceci l'opinion publique n'est pas encore mûre. "

" La dernière proposition est que le gouvernement garantisse £50,000,000 sterling ($250,000,000) pour permettre l'exécution d'un système de réclamer à la mer, une lisière de terrain sur tout le parcours des côtes de l'Angleterre. Il est vrai que de semblables entreprises entre les mains de particuliers ont donné des profits, et la Hollande en a démontré le caractère pratique et rémunératif pour le gouvernement. Nulle raison de douter non plus que dans le seul district de Londres, la réclamation des battures de la Thamise, de la ville à la mer, est parfaitement praticable et donnerait de l'ouvrage à des milliers d'hommes d'ici à plusieurs années, serait

d'un bienfait immense, et rapporterait de bons profits, sur la mise; mais le gouvernement hésite assez naturellement à faire le premier pas dans une aussi vaste entreprise."

Mais trouvât-on de ces moyens d'employer des milliers d'hommes, jamais on ne saurait utiliser tous les nécessiteux dont le nombre parait croître sans cesse, et les employât-on que ce ne serait que pour peu d'années puisque les plus vastes projets se réalisent aujourd'hui en de 5 à dix ans au plus, comme le chemin de fer Pacifique Canadien qui de l'Atlantique au Pacifiique déroula dans 5 ans ses 5000 milles de parcours—celui de la Sibérie qui long de plusde 6000 milles de Moscow à Vladivostok sur le Pacifique se verra aussi terminer en cinq ans. Eh bien, supposez encore un chemin de la sorte traversant l'Afrique, la réclamation du Sahara en en faisant un lac, le percement de l'Isthme de Panama, et donnât-on même suite au projet de racheter par des endiguements les battures encore improductives des côtes maritimes et riveraines des divers continents, que tout cela n'emploierait point peut-être pour 30 ans tous les désœuvrés s'il fallait à tous de l'emploi; et d'ailleurs, chose certaine, tous les trésors du monde n'y suffiraient point, et ce serait toujours à recommencer.

Non, ce ne sont point de ces moyens spéciaux qu'il faut rêver pour utiliser les bras des millions qui sont sans ouvrage : il faut quelque chose de plus efficace, plus durable, plus simple et qui se trouve partout à la main, sans frais pour faire exister, créer des terrains qui n'existent point, pour les racheter du lit-

toral des mers, des lacs, des rivières, pendant qu'il en existe des millions, des centaines de millions d'acres à l'intérieur, tout prêts à livrer leurs trésors à la bonne volonté de ceux qui veulent gagner honnêtement leur vie, aux gens de cœur qui sont prêts à remplir l'injonction du créateur : tu gagneras ta vie à la sueur de ton front ; sueurs bienfaisantes qui soulagent le fort travailleur du trop plein de son être dû à un appétit activé par son labeur, aidant ainsi à et motivant une hâtive et sanitaire digestion.

Mais si on ne peut creer du travail pour chacun, pour ceux des villes surtout qui ont une certaine somme de connaissances acquises qui les rendent propres à autre chose qu'à cultiver la terre, tout digne et honorable que soit cet emploi ; si disons-nous, on ne peut aviser aux moyens d'augmenter le travail en créant de nouvelles industries, de nouveaux besoins qui engagent les riches à augmenter le nombre de leurs employés—de grâce au moins ne nous étudions point à les simplifier davantage, à en diminuer le nombre pour augmenter ainsi l'armée de ceux qui ne peuvent trouver à utliser leurs bras, leur bon vouloir.

La classe ouvrière se plaint déjà amèrement que les machines dans toutes les manufactures, dans toutes les industries sont venues se substituer au travail manuel, en enlevant ainsi à des millions de bras leur juste part du travail. Mais ceci n'est peut-être qu'apparent, et au contraire, le nombre des travailleurs n'en a peut-être point été diminué—peut-être même, la somme de travail n'en a-t-elle été

qu'augmentée ; car ça n'a été qu'un déplacement du travail, une substitution d'une classe de travailleurs à une autre.

En effet les chemins de fer urbains et autres ont il est vrai mis hors de concours, des milliers de charretiers, cochers, voituriers, charrons ; mais par contre que de milliers, centaines de milliers d'hommes aujourd'hui, sont employés depuis l'ère de la vapeur : les journaliers ou manœuvres à faire les terrassements, remblais et déblais, de ces voies ferrées, à en percer les tunnels, à en couper dans la forêt les bois nécessaires à servir de supports,de coussinets aux rails, aux doubles rails ou voies dont le parcours aux seuls Etats-Unis d'Amérique atteint l'incroyable étendue collective d'autant de mille milles, qu'il y a de jours dans l'année : oui, pour cette seule nation d'une population de 70 millions d'âmes, il est vrai, mais d'un vingtième seulement de la population terrestre, 365,000 milles de voies ferrées, capables de faire 15 fois le tour du globe. Ajoutons à ce chiffre qui dépasse déjà l'imagination, les autres milliers de milles de ces chemins du monde entier, et l'on ne sera pas lent à voir que les charretiers n'ont pas gain de cause dans leur plaintes mal fondées de la diminution du travail manuel, motivé par la substitution des convois électricques et autres à l'ancien mode de transport ; car n'y a-t-il point encore, avec la découverte de la vapeur, le développement inattendu de toutes les houillières du monde, et pour cette seule industrie, combien déjà de centaines de mille bras employés à extraire le charbon, le combustible pour produire cette vapeur, pour la réduc-

tion en fer, en acier, du minérai de même non tiré par tant de milliers de bras additionels des entrailles de la terre.

Puis encore que de milliers d'ouvriers occupés dans les usines à la fabrication des machines à vapeur même, à la confection des rails, puis à les mettre en place ; enfin a construire les centaines de milliers de wagons, engins, chars de toutes sortes qui sillonnent dans toutes les directions le monde connu.

Mais ce n'est pas tout ; car il y a encore les conducteurs, ingénieurs, chauffeurs, serre-freins employés en permanence sur ces chemins, et dont le nombre seul équivaut probablement,et dépasse même peut être le total des charretiers, cochers ainsi éliminés, sans compter l'armée des travaillants toujours à l'œuvre à réparer les voies, en renouveler les dormants et les lisses, les tenir désobstruées de neige, etc, et à faire d'incessantes réparations de toutes sortes.

Le monde progresse et l'on ne peut rester en arrière. Déjà nous avons eu, chacun de nous, à faire un premier apprentissage, une cléricature ; plusieurs, un second, une seconde ; savoir même si nous n'aurons point à en faire un troisième, une nouvelle étude pour tenir tête à la rapidité avec laquelle les sciences motivent la substitution d'une industrie à une autre ; d'un mode de chauffage, d'éclairage, de locomotion, de manufacture à un mode amélioré, plus simple, plus expéditif ; tout comme il y a peu d'années encore, l'allumette phosphorée que la simple friction, le frottement met en feu, se substituait à celle qu'il fallait, pour la faire vivre, introduire dans une bou-

teille à contenu chimique, pendant que cette dernière remplaçait le primitif briquet à tondre ou à charpie carbonisée qu'il fallait supplémenter encore d'une étincelle de la pierre à fusil pour produire le phénomène d'une combustion où il fallait encore le petit bois souffré pour déterminer la flamme voulue. La mèche faisait place à la bougie, la bougie à l'huile de pétrole, celle-ci au gaz, ce dernier enfin à l'électricité — le télégraphe électrique au transport par la malle, le téléphone au télégraphe — l'invention de Guttenberg à la calligraphie, la phonographie à l'ouvrage du typo — le cheval à l'âne et au mulet — le bicycliste au piéton, et que sachons-nous encore.

Toutes ces transformations n'ont fait que grossir le nombre des travailleurs ; la vapeur emploie plus de bras que le voilier, le téléphone que le télégraphe, et c'est à peine si l'on peut aujourd'hui suffire à la demande toujours croissantes des bicycles ; pendant que d'un autre côté la simplification même des moyens, des machines, en diminue le coût, et que le coût diminué en motive la multiplication ; tout comme la réduction du coût du port d'une lettre de deux centins à un centin, a augmenté au lieu de diminuer le revenu postal, par le fait que cette diminution, toute petite qu'elle soit pour le pauvre, l'homme, la femme, l'enfant de peu de moyens, lui fait écrire aujourd'hui non pas seulement deux lettres, contre une mais jusqu'à trois, quatre et cinq, quelquefois davantage.

L'on a craint aussi que les instruments aratoires de nos jours ne vinssent diminuer le nombre de per-

sonnes utilisables par l'agriculteur ; mais si c'est le cas, ce n'est là encore qu'un déplacement de travail, non une diminution, puisque le nombre des artisans employés dans les usines, les ateliers à la production de ces engins améliorés, dépasse certainement celui des mains mises en disponibilité par le changement — tout de même que les fabriquants de machines à coudre, et des mille et un riens utiles à la domesticité du logis ont plus utilisé de bras à les confectionner, que leur usage n'en a jamais éliminés.

Enfin si le chauffage des maisons, des édifices publics à la vapeur, à l'eau chaude a rendu moins active la demande des poëles et tuyaux de l'ancien temps, les ferblantiers ainsi appelés, ont fait nouvel apprentissage et sont aujourd'hui devenus d'habiles plombiers sanitaires, dont le nombre s'accroit tous les jours, et si moins de bras sont mis en réquisition pour le transport du combustible à tous les étages où atteint la chaleur par simple persuasion pour ainsi dire ; par contre, les réparations motivés à ces appareils divers font que ce n'est encore ici qu'un déplacement d'industrie.

On ne peut donc se plaindre de tous ces progrès, ni même de la sténographie, qui, si d'un côté, elle a supprimé quelques calligraphes ordinaires, la clavigraphie quelques copistes, sont plus que motivés par la nécessité plus impérieuse d'empêcher de traîner un procès en langueur, de multiplier les copies d'un écrit au grand avantage des intéressés.

Déplaçons, varions le travail ; mais ne le détruisons point, ne faisons rien qui tende à le diminuer. Nous ne sommes point de ceux qui rêvent le

millennium : un seul langage — le volapuk ou autre — un seule code et système de poids et mesures de par l'univers entier — un seul système monétaire ou une uniformite du pécuniaire de toutes les nations— voilà tout dernièrement la Société de Géographie de Toulouse qui veut faire revivre le projet plusieurs fois tenté, autant de fois abandonné, de substituer au système sexagésimal des degrés, minutes et secondes du temps, le système décimal prétendu plus simple, plus expéditif. L'Angleterre, dans son orgueil veut voir substituer sa langue à toutes les langues de l'univers ; la France son système de poids et mesures à celui de toutes les nations — Eh bien faisons appel à ces deux grandes civilisatrices du genre humain d'y penser à deux fois.

Rappelons-nous qu'il y a de par le monde plusieurs millions d'hommes et de femmes qui gagnent leur vie à traduire les diverses langues, les diverses monnaies, les poids et mesures de chaque nation en celles de chaque autre peuple d'un langage, d'un système différent. Ah ! mais la question est d'un immense sérieux, en ces jours ou l'anarchie s'accentue toujours ; par le fait même qu'il n'y a pas de quoi employer tout le monde, et l'on méditerait de supprimer du coup le gagne pain de ces millions d'individus qui font le métier utile et agréable, de traduire les langues, d'assimiler les poids et mesures, le temps, les distances angulaires d'une nation en équivalents d'une autre — que dirons nous, des traducteurs et les imprimeurs donc, immense phalange de la société humaine qui s'occupe à reproduire ces œuvres, les

papetiers qui fournissent de quoi y inscrire ces millions d'exemplaires, l'encre, le caractère, les presses et pressiers, les relieurs de ces ouvrages, tout cela d'un seul trait mis de côté, supprimé. Ah! c'est alors qu'il y aurait recrudescence terrible d'anarchie, révolutions de par le monde du pauvre contre le riche, du sujet contre son roi, du peuple contre ses gouvernants.

Au contraire, le grand problème à résoudre est celui de donner de l'ouvrage à tout le monde ; un ouvrage suivi, continu, rapportant assez à l'individu pour sa subsistance. Ce serait du coup la solution des grèves d'ouvriers, du communisme, la suppression de l'anarchie. Mais comment donner de l'ouvrage à tout le monde. Y a-t-il assez à faire dans le monde pour employer ainsi tous les bras ? L'Injonction : gagner sa vie à la sueur de son front, semblerait, à l'époque où elle a été formulée, promulguée, c'est-à-dire au commencement du monde, se rapporter à la culture de la terre, l'exploitation de ses ressources de terre et de mer, l'agriculture, la chasse, la pêche, les industries et manufactures. Mais les villes regorgent, les centres manufacturiers sont engorgés, débordent — trop de bras laissent les champs pour se porter sur les villes. Ce n'est peut être dû qu'à un surcroit d'éducation. Il convient de se demander s'il n'y a pas dans les campagnes trop de collèges, de couvents où le jeune homme qui en sort ne peut plus épouser une paysanne — une jeune fille qui a appris à broder, à pianoter, à lier son avenir à celui d'un " habitant " ; mais le monde est ainsi fait ; la vanité va se nicher partout : le bon habitant met son fils au collège dans

l'espérance qu'il deviendra un notaire, un avocat, un médecin, un prêtre, voire même un évêque, et alors c'est la ville qu'il lui faut et une demoiselle à marier qui peut être, comme lui-même, n'a pas le sou et ni l'une ni l'autre le talent d'en gagner — ou encore c'est un fermier à l'aise qui pour marier sa fille à un citadin lui fait une dot, que le mari fait vite fondre pour grossir encore avec sa femme la liste des désœuvrés.

Il ne faut pas se cacher non plus qu'il y a dans les campagnes comme dans les villes trop de luxe souvent dans les églises, les presbytères pour construire lesquels les habitants ont à se saigner jusqu'aux os ; et que ce sont de ces extravagances de l'Eglise, comme les largesses de l'Etat pour ses amis et se cramponner ainsi au pouvoir, qui ont motivé pour beaucoup, "93" peut-être, et motiveront un jour ici et ailleurs de sanglantes révolutions du peuple abruti par tant de misère, pendant que les monopoleurs, les gouvernements à tous les degrés, se vautrent dans une opulence qu'il n'ont jamais rien fait pour mériter, et pour satisfaire aux besoins desquels, le peuple, l'ouvrier est soumis à une contribution forcée qui, s'il a du cœur, le portera un jour à s'émouvoir, s'élever contre la continuation d'un chantage, d'un boodlage, pour employer le mot populaire, qui depuis l'époque des quais et des phares du bas du Saint-Laurent, a peut-être fait grossir de cent millions de piastres la dette du Canada ; pendant qu'en Angleterre aussi, le peuple commence à s'émouvoir, en voyant à côté de la profonde misère du grand nombre, le luxe effréné, les revenus immenses des Lords, les gros salaires des fonctionnaires de l'état : les ministres, les juges, les

évêques et autres pour payer lesquels le pauvre à a se saigner pour sa quote part des vingt millions de piastres que d'après Labouchère coûtent au pays la famille royale et le gouvernement de Sa Majesté.

N'oublions point que l'anarchie se fomente du trop des autres comme de son trop peu. Ce n'est qu'au 19 décembre dernier que du haut de la chaire d'une église de Windsor Ontario, le Rvd. Mr Hincks s'exprima ainsi, en parlant des socialistes : “ Je ne prétends point dire pour un instant (faisant allusion aux dynamitards d'Europe) qu'ils sont justifiables de prendre la vie de leurs semblables ; mais je dis que leurs principes sont inattaquables, et je prie Dieu pour que le jour arrive ou leurs efforts seront couronnés de succès. Je suis socialiste moi-même dit-il à ses ouailles, et il en est assez pour rendre socialiste qui que ce soit, que de voir de tous côtés la pauvreté : hommes, femmes et enfants mourant absolument de faim, faute de nourriture, pendant que d'autres ont une surabondance d'argent, et qu'ils passent leur temps a poursuivre leurs frères infortunés pour en tirer encore quelque chose à leur profit.

“ Vous n'êtes pas satisfaits a-t-il ajouté, d'insister sur les distinctions sociales pendant la semaine ; mais il vous faut les continuer jusque dans l'église, les introduire dans la maison de Dieu, l'endroit surtout où l'on s'attendrait à voir les riches, les pauvres assis à côté l'un de l'autre. Ici dans cette église, vous insistez à payer pour un siège, dans le but de vous tenir aussi éloignés que possible de ceux que vous considérez comme étant socialement vos inférieurs.

Vous rendez-vous compte que si ceci se continue, vous verrez couler le sang dans vos rues, (Il se rappelait probablement " 93 " quand il a dit ces mots) et dans ce terrible conflit ce seront des frères qui se batteront entre eux.

" Je vous demande de prêter l'oreille à ces cris de détresse des affamés. Donnez-leur de votre surabondance. Partagez avec eux ce que vous avez et en ce faisant vous épargnerez au monde entier, le jugement terrible dont-il sera autrement frappé. Je vous en avertis et si vous avez égard à la sûreté de vos enfants, ne permettez point que cet avertissement vous soit donné en vain. "

Mais encore une fois, nous ne voulons point que ce partage soit outré, mais que chacun contribue suivant ses forces, c'est-à-dire un percentage, une proportion en rapport avec la fortune, l'avoir, les recettes et profits de chacun. Un des excellents moyens de ce faire et qui se pratique déjà çà et là, est de faire participer l'ouvrier aux profits du patron pour lequel il travaille : un salaire tout d'abord, suffisant pour son entretien et celui de sa famille—soit $1.00 par jour plus ou moins, suivant les pays, suivant la valeur des services rendus, et en rapport avec le coût des denrées, du logement, du vêtement, de la nourriture, de l'instruction laïque et religieuse, les impôts, contributions municipales et autres.

Mais ce ne sont là que des moyens exceptionnels qui peuvent, il est vrai, se pratiquer dans des milliers de cas—tandis que ce ne sont point par milliers que les nécessiteux existent, mais par millions, et c'est

le socialisme qu'il faut—Franck, définit le socialisme : " un systême qui se propose de délivrer l'homme de sa responsabilité, en substituant à sa prévoyance, à son industrie, à son activité, celle de la société tout entiere."

De tous ceux qui ont écrit sur le communisme, le socialisme, pas un seul n'a essayé de réduire le systême à quelque chose de pratique, à des chiffres, en un mot. C'est ce que nous voulons essayer d'une manière au moins approximative, et en tentant la solution d'après divers modes de calculs ; et il faut que la chose se fasse par un mouvement concerté des nations, qui toutes sont menacées de l'anarchie ; ou que chaque nation, après une entente générale à cet effet, agisse ensuite d'elle-même ; chaque nation ayant par elle-même ou par ses colonies, ses possessions étrangères, le terrain nécessaire et de cent à mille fois plus que nécessaire pour la colonisation que nous voulons proposer pour mettre les désœuvrés en mesure de gagner chacun sa vie, tel que voulu par Dieu, à la sueur de son front.

Maintenant avant de pourvoir aux besoins des inactifs, il faut d'abord se mettre en garde contre l'augmentation de leur nombre, en ne pas donnant suite aux idées de ces gens mal inspirés qui cherchent à réduire le travail en le simplifiant. Comme nous l'avons déjà dit : remplacer le travail manuel par le travail à la machine n'augmente point le nombre de personnes sans ouvrage, et au contraire tend à le diminuer ; puisque comme nous l'avons vu, le nombre de mains employées à la manufacture des instruments aratoires dépasse probablement celui des

mains rendues inactives par l'abandon du travail direct ou de la main de l'homme ; et que les milliers de personnes mises en disponibilé par les nouveaux procédés de transport des effets et des hommes d'un endroit à un autre au moyen des vapeurs, chemins de fer, voies électriques et autres, sont plus que compensés par les autres milliers employés à construire les véhicules de transport, les voies ferrées, à exploiter les matériaux nécessaires à la fabrication de ces voies, ainsi que la houille, le pétrole, etc., nécessaire à la création de la vapeur, de l'électricité, des gaz, du vide, du pouvoir hydraulique qui les font fonctionner.

Mais la suppression directe des bras; non plus en déplacant l'industrie, ou en en substituant une à une autre, mais en faisant cesser cette industrie, comme le ferait la substitution d'une seule langue à toutes les langues d'aujourd'hui, ce qui jeterait du coup sur le pavé les milliers de ceux qui gagnent leur vie comme traducteurs d'une langue en une autre—la réduction du système monétaire et métrique en un seul système ou une seule monnaie de toutes les nations, doublerait, décuplerait peut-être le nombre de ceux auxquels le communisme aurait à pourvoir, et par là même le nombre toujours croissant des anarchistes.

Il faut se garder aussi quand l'ouvrage est rare d'employer plus d'une personne dans la même famille ; car il suffit d'un seul à des gages ordinaires pour soutenir la famille, et chaque main que l'on emploie de plus dans cette famille, déjà assurée d'une suffi-

sance, est une famille de plus à laquelle on enlève le moyen de se soutenir, une de plus à ajouter à la la liste des désœuvrés à pourvoir par le communisme, un anarchiste de plus peut-être; et il y a constamment à se garder de ce mode d'ajouter sans nécessité à l'aisance, au luxe, au trop d'une famille aux dépens du trop peu, du manque du nécessaire, de la misère d'une autre.

Il est maintenant à faire voir combien il faut prélever par le communisme, par répartition volontaire ou forcée d'une partie du surplus du riche, des gens qui ont plus que le nécessaire, pour fournir le nécessaire à ceux qui ne l'ont point. Ceci tient directement de l'essentiel à la subsistance de la famille. Nous savons que dans l'expérience communistique faite en France en 1848, et il en est encore de même aujourd'hui, 30 centins par jour était le chiffre alloué à chaque père de famille, à chaque travailleur pour la subsistance de lui et des siens — soit, à trois cents jours ouvrables par année, $90.00 par année. En Angleterre les gages des manœuvres sont en moyenne, dit-on, de 40 centins par jour. Au Canada de 50 centins, aux Etats-Unis de 60, ou s'ils sont plus élevés, leur répartition sur les jours de travail de l'année ne donne guère que ces chiffres, puisqu'il y a toujours à faire la part du chômage; et qu'il y a dans plusieurs pays l'hiver, la neige qui motive une saison d'inactivité forcée.

Il est singulier, de voir avec combien peu l'on peut vivre quand on y est astreint—l'Italien fait son repas avec deux sous de macaroni ou de vermicelli,

le Chinois avec deux sous de riz, l'écossais avec deux sous de gruau, l'irlandais, le canadien, le français avec deux sous de pommes de terre (patates) ou encore moins, car quand les patates sont à 25 centins le minot, il serait difficile à un homme d'en consommer pour plus qu'un sou à la fois sans se faire effort. Il y a des personnes qui savent se soutenir seules sur $20.00 à $30.00 par année—mais, sans recourir aux extrêmes, voyons quel est le minimum rationnel qu'il conviendrait de donner à une famille ordinaire de 5 à 6 personnes (père et mère et 3 à 4 enfants) pour assurer son existence ; et disons tout d'abord qu'il faut supposer à cette famille un pays tempéré ou le seul feu du poêle de cuisine mis en activité deux à trois fois par jour pour les besoins culinaires ou de buanderie suffirait à rendre la température supportable sans recourir à un chauffage supplémentaire qui augmentât notablement le coût annuel d'entretien.

En Europe le loyer à payer par la classe ouvrière n'est que de un franc (20 centins) par chambre ou pièce par semaine. Sur cent habitations à louer, il y en a 46 pour cent de 4 chambres ou pièces, 24 pour cent de 3 chambres, 22 pour cent de 2 chambres et 8 pour cent d'une seule chambre. Nous savons ce que ceci veut dire au Canada, où il y a dans les nouveaux cantons une foule de ces maisons : le lit du père et de la mère dans un coin, dissimulé d'un rideau, les autres composés d'un "bed," (banc-lit) ou siège développable ou transformable en couchette, et pour les enfants une crèche, un crible que l'on élimine le jour sous le lit des pa-

rents, monté haut à cet effet, et nécessitant quelquefois un escabot ou une échelle pour y arriver. (*)

La moyenne du loyer, en faisaut la part du nombre moyen des pièces, est donc de $34.03 — disons $34.00 par maison ou par famille. Comme il s'agit ici d'une population non urbaine, mais purement suburbaine ou de campagne, comme dans nos paroisses de France, du Canada, nos cantons des Etats-Unis et d'autres pays où il n'y a point à songer au luxe de chaussées empierrées, de lumière et locomotion électrique, d'un département de police, de feu, d'hygiène ; il n'y pas à ajouter à ce loyer les 30 à 40 pour cent qu'il y aurait à faire entrer en ligne de compte, si nos nouvelles colonies de désœuvrés devaient occuper des villes ; mais il y a d'indispensable l'eau qui ne coûte aujourd'hui dans les districts ruraux que $4.00 à $5.00 par famille par année.

Nous voilà donc rendus à $38.00 du coût annuel de la famille. Il faut encore ameublement, batterie de cuisine, le poêle — capitalisons-les à $80.00 y compris la literie, le linge indispensable—voilà encore $4.00 d'intérêt ou de coût annuel à ajouter aux

---

(*)	46	fois	20 ×	4	chambres	=	$36.80
	24	"	20 ×	3	"	=	14.40
	22	"	20 ×	2	"	=	8.80
	8	"	20 ×	1	"	=	1.60
	100						$61.50
							52 semaines par année.
							$3,403.20

divisant par 100, donne $34.03 par habitation.

$38.00. Mettons 10% de plus pour dépérissement et réhabilitation, ou en totalisant $50.00. Maintenant il faut l'habillement, le vêtement de la famille, soit $15.00 par année — $65.00 — puis enfin la nourriture, le soutien, soit $60.00, (*) — ensemble — **$125.00.** Ceci représente en moyenne pour les 300 jours ouvrables de l'année, quelques 40 centins de gages par jour, et heureux l'ouvrier qui pourrait compter sur un pareil gain durant l'année et sa vie entière.

Nous avons déjà dit que la famille vit assez à l'aise en France à 30 cts. par jour ou à $90.00 par année ; et un tableau dernièrement publié par le *Scientific American* de New-York, des prix payés au Japon pour une cinquantaine d'industries différentes y compris les artistes en porcelaine, est juste du même chiffre que celui que gagne en moyenne l'ouvrier, le paysan en France — savoir 30 centins par jour — de sorte que l'on ne pourrait nier que l'allouance de 33 par cent de plus pour un climat plus froid, et où il faut manger plus de lard, plus de viande, est une ample compensation pour la différence dans les conditions.

Nous voilà donc arrivés à voir que pour chaque famille à être "communisée" le coût sera de $125.00 par année ; soit en argent, c'est-à-dire, en gages ; ou

---

(*) Dont pour patates (pommes de terre) 48 minots à 20 centins $9.60, 250 lbs. de lard à 6 centins $15.00, cinq barils de farine à $4.00 $20.00, 1 minot de fèves et 2 de pois $3.00, intérêt sur coût d'achat d'un cheval et instruments aratoires 85.00, intérêt annuel d'achat et dépérissement ou coût d'immortaliser une vache à 10 % sur $30.00, 6 lbs thé à 25 cts. $1.50, 30 lbs de sucre à 5 cts. $1.50, savon, sel, etc., $5.00, $63.60 ou, réduisant sur le loyer, soit $60.00.

en lui fournissant terrain, maison, etc., pour loyer ou intérêt et dépérissement annuel.

Il nous reste à voir la part afférente de contribution du genre humain, ou de ceux pouvant contribuer au communisme voulu.

Et tout d'abord quel est le nombre de ces nécessiteux ou désœuvrés auxquels il faut pourvoir.— La moyenne recueillie des statistiques des principales villes du monde, grandes et petites : Londres, Paris, Berlin, New-York, Chicago, Boston, Montréal, Toronto, Québec, ou de l'Europe, des Etats-Unis et du Canada nous parait être assez approximativement de un par cent.

La population du globe est de 1,600 millions mais en éliminant les 460 millions de la Chine et les 200 millions de l'Afrique et autres pays dont nous n'avons guère à nous occuper—il reste encore mille millions d'âmes. Or, un par eent de ce dernier chiffre donne 10,000,000 d'âmes à pourvoir, soit 2 millions de familles, et pour ce faire nous avons mille millons d'âmes à mettre à contribution ou plutôt—divisant par 5 (moyenne d'une famille) 200 millons de chefs de famille, c'est-à-dire, 100 contribuables par famille à soutenir.—Or nous venons de voir que le coût de chaque famille à pourvoir est de $125 00—chaque chef de famille ne serait donc taxé en moyenne que de $1.25 par année pour réaliser le montant voulu à l'effet désiré, équivalant, à 5%, à un capital de $25.00 une fois pour toutes pour complète installation et fonctionnement.

Maintenant pour mettre les choses sous l'aspect

le plus défavorable — supposons le nombre de désœuvrés de 20 millions au lieu de 10 ou de 2 par cent de la population entière du monde, non compris la Chine et l'Afrique, que la contribution ne serait en moyenne que de $50.00 une fois pour toutes ou de $2.50 par année, et si les désœuvrés pouvaient atteindre le chiffre de 4 par cent ce ne serait encore que $100.00 de contribution en moyenne à prélever sur les non nécessiteux. Ceci, disons nous, est la moyenne, et les extrêmes de la proportion donnant lieu à cette moyenne, seraient sujètes à de grandes variations en rapport avec les moyens pécuniaires de chacun.

Pour arriver maintenant à établir ce que serait pour chaque contribuable, le pour cent de sa mise il y a à se demander de suite, qu'elle est la fortune de chacun, son salaire annuel.

Le meilleur moyen, le plus rationel d'arriver à ce chiffre est en le basant sur la contribution municipale ou directe de chacun. De nos jours, cette taxe ou cotisation prélevée par la ville, peut être fixée en moyenne pour les diverses villes du monde à 27½ par cent de la valeur locative sans y comprendre l'eau, ou de 40% avec celle-ci — Québec par exemple perçoit ainsi $600,000.00, ce qui, déduction faite de cette partie du revenu qui ne repose point sur le loyer, telle que licences, loyers d'étaux, etc., et la balance divisée par le nombre de familles,donne une moyenne de $100 00 par famille. Mais les loyers que payent la classe ouvrière sont de $36.00 à $84 ou de $60.00 en moyenne pendant que les classes professionnelles

payent jusq'à de $200 à $500 en excluant les extrêmes exceptionnelles.

Puis si l'on admet que le loyer est en moyenne le septième du salaire, cela porte l'avoir annuel de chacun à de $200.00 à $2,000.00 — Le salaire de l'ouvrier n'étant approximativement que du dixième de celui de l'homme de profession, en éliminant de la comparaison ceux qui comme les ministres, les juges, et quelques autres touchent des salaires de $3,000.00 à $5,000 00. Mais pour un négociant, un professionnel et autres qui font leur $2,000.00 à $3,000.00 par année, il y en a, au moins 10 de la classe des artisans donnant pour salaire moyen quelques $550.00. Or, nous avons établi plus haut que la moyenne à prélever est de $1.25 par année par père de famille. Ceci représente donc comme contribution annuelle soit $^1/_5$ de 1 par cent ou de 40 centins pour l'ouvrier qui gagne $200.00 à $2.00 pour les salaires de $1,000.00, à $4.00 pour les salaires de $2,000.00 en élevant à $10 00 pour les salariés ou négociants etc., gagnant $5,000.00 et ainsi de suite en montant.

Si comme nous l'avons dit – nous avions estimé les désœuvrés à pourvoir à seulement la moitié de leur nombre réel, et qu'il y en ait sur les mille millions du monde civilisé, 20 millions au lieu de 10 — alors ce ne serait encore que 80 centins par année que payerait pour leur entretien l'ouvrier gagnant $200.00 par année ou 2/5 de un par cent, $4 pour les salaires de $1000.00, $8.00 pour ceux de $2000.00, et ainsi de suite ; et la proportion, le percentage à payer sera encore moindre si l'on fait en-

trer en ligne de compte les salaires ou revenus, comme il y en a beaucoup de par le monde, de $10,000.00, $100,000.00, $500,000.00 et audelà.

Des milliers de mains, des millons ont abandonné les champs pour se porter sur les villes. C'est l'espoir d'un gain accentué, à moins de travail, qui a produit ce résultat, c'est le mécontentement de son sort, du sort que nous a fait la providence, d'avoir à travailler pour gagner sa vie à la sueur de son front — mais il faut y retourner aux champs, la nécessité de la situation le veut. Il faut y aller et y rester ; car l'humanité ne se cotisera qu'à cette condition— ce sera comme pour les déportés en Sibérie, à la Nouvelle Calédonie, il y aura à dire à chacun des nouveaux colons — c'est le travail ou la faim qui amène la mort. — Le nom de chacun sera inscrit au registre de la nation, et s'il revient à la charge de son pays, son pays le renverra en sa colonie, avec recrudescence d'activité de la part des gardiens pour prévenir une récidive.

Nous devons, croyons nous à nos frères nécessiteux, une existence, puis que Dieu leur a donné le jour à nos côtés ; mais tout ce que nous sommes tenus de faire est de leur procurer l'occasion, les mettre en moyen de gagner leur vie, se soutenir et sustenter leur famille par leur travail, dur qu'il soit, que nous commande cette injonction de Dieu, et qu'on ne saurait trop répéter, — " gagner sa vie à la sueur de son front. "

A l'appui de notre manière de voir à ce sujet, voici que nous venons de voir par *Le Globe* de

Toronto (Canada) sous l'entête : "Travail pour les désœuvrés" que l'Armée du Salut, possède à Woodbine Avenue de cette ville, une ferme de 150 acres où est construite une maison en brique où les hommes mangent et dorment, une maison plus petite pour les officiers en charge et un grand nombre d'autres bâtisses où les animaux et effets sont hébergés et mis à l'abri. Il y a un an, dit *Le Globe*, que l'on a tenté l'exploitation de cette ferme, comme expérience dans le sens d'employer les nécessiteux Quiconque n'a point d'ouvrage et veut se conformer aux règles de la ferme, où en échange de son travail il est bien nourri, bien logé et reçoit chaque semaine une petite somme d'argent, on ne lui demande point à quelle église il appartient. Il n'est aucunement tenu d'assister aux séances de l' "Armée," et il lui est loisible de laisser la ferme, sans un moment d'avis s'il n'est pas satisfait ou s'il trouve à gagner plus ailleurs. L'expérience a été, jusqu'à présent, des plus satisfaisantes aux promoteurs, qui ont en contemplation d'agrandir leur avoir pour pouvoir ainsi pourvoir aux besoins d'un plus grand nombre de personnes manquant d'ouvrage.

Eh bien ! voilà un bel exemple à suivre ; ce qui se fait en ce moment dans Ontario, peut se faire dans tous les pays du monde et l'on peut conjurer, faire cesser l'anarchie en le dépouillant de son prétexte du meurtre et de la destruction, comme moyen d'amener les riches par la crainte, à procurer de l'ouvrage à ceux qui n'en ont point, en prenant dès aujourd'hui la résolution de suivre cet exemple de

“ L’Armée du Salut,” d’aller audevant des coups : s’exécuter de bon gré avant d’y être forcés

Est-il besoin de douter qu’il y a assez de terre ferme sur le globe pour que chacun en ait sa part, lorsque nous savons qu’il y a à pourvoir à seulement quelques deux millions de familles sur les 200 millions du monde civilisé pendant que les acres disponibles se comptent par centaines et milliers de millions. Voyez l’Angleterre seule, si petite qu’elle soit d’étendue, où tous les désœuvrés de ce pays peuvent être facilement décentralisés et établis chacun sur une terre, ou au moins un emplacement d’amples dimensions pour y gagner sa vie, puisque sur la population de ce pays qui est de quelques 38 millions d’âmes, il y à 10,000 propriétaires qui à eux seuls, possèdent les deux tiers de la surface du pays ou plus de 25 millions d’acres; et à preuve que ces terres sont ou peuvent être mises en disponibilité, c’est qu’elles ne rapportent par acre, pour la plupart, que $5.00, n’étant point mises en culture, mais réservées, et utilisées seulement comme parcs, forêts de chasse ou d’agrément — Ce qui n’empêche point les possesseurs de ces terres, les lords, les landlords, les propriétaires d’avoir d’immenses revenus puisque beaucoup d’entre eux ont plus de 100,000 acres de domaine, ce qui, au bas chiffre de $5.00 susdit, donne encore la jolie petite somme de plus d’un demi milloin de piastres de revenu annuel.

D’ailleurs encore l’on voit en France combien il en faut peu grand pour y gagner sa vie, puisqu’il y en a des milliers, des millions peut-être dans ce pays

qui se soutiennent avec leurs familles respectives, sur les revenus qu'ils savent tirer de la fraction même d'une acre de terre, et l'on sait qu'en Angleterre, plus de 700,000 propriétaires, possèdent moins qu'une acre da terre.

Et quand ces pays, l'Angleterre, la France, l'Europe ne sauraient fournir l'espace voulu, il y a le Canada qui peut supplémenter tous les besoins, puisque, pendant que sa population n'est encore que de 5 millions d'âmes, sa superficie dépasse celle des Etats-Unis dont la population est de 70 millions et est égale à celle de l'Europe toute entière avec ses 337 millions d'habitants.

Et que de richesses aussi à côté de ces vastes étendus de terrains à cultiver ; puisqu'en Angleterre seule, il y a plus de 3,000 personnes ayant des revenus d'audelà de $25,000.00 par année, pendant qu'une foule de Lords et autres ont des revenus variant de $100,000.00 à plus de $300,000 00, quelques uns même allant audelà d'un million, et de même il y en a, et peut être un plus grand nombre, en France, et proportionnellement en Allemagne, et les autres pays du monde ; les millionnaires des Etats-Unis se comptant déjà par dizaines si non par centaines.

Et tout cela indispose le peuple, le rend jaloux de ces immenses possessions en terres, en propriétés et en argent, possédés d'ordinaire par ceux qui n'ont rien fait pour les acquérir, et qui n'y ont en quelque sorte aucun droit, puisqu'il faut travailler pour se faire un avoir, et que la plupart ont seulement hérité, ou n'ont comparativement rien fait pour les gagner, les mériter.

L'anarchie se manifestera ici au Canada comme partout ailteurs, et déjà il y en à des symptômes et avec raison au point de vue du peuple, pressuré par les taxes, les impots directs et indirects, par ces contributions forcées pour soutenir des monopoles dans le seul but d'en prélever des fonds pour maintenir au pouvoir les créateurs de ces abimes où vont s'engouffrer les argents si péniblement gagnés par les contribuables, pour le soutient d'autant de gouvernements que de provinces, et chaque province d'un gouv. double : la chambre basse, doublée d'une autre, la chambre haute — 14 chambres ou gouvernements pour 7 pauvres provinces, 14 législatures pour gouverner 5 millions d'âmes — 16 ministres fédéraux à des salaires de 7 à 10 mille dollars pour gouverner 5 millions d'âmes, pendant qu'il en coûte moins à Washington pour régir la population 14 fois plus plus grande (70 millions) des Etats-Unis, 16 ministères avec des milliers d'employés pour législater pour les 5 millions du Canada pendant, qu'un moindre nombre de ministres en Angleterre savent faire tout le nécessaire pour les plus de deux cent millions d'âmes de l'Empire Britannique et de ses colonies des Indes et autres.

Oui, le pauvre peuple paye pour tout cela, et assiste à toutes les extravagances inénarrables, sans que le rouge nous monte au front, de ces scandales pardessus scandales, qui se sont succédés et se succèdent encore à la honte des nations sœurs qui voient ce pillage brutal des deniers publics, l'écrasement du peuple sous le fardeau inoui des taxes pour payer en extras sur tous nos travaux publics, chemins

de fer, bassins de radoub, cales sèches, docks, ponts, cours de justice, bâtisses législatives et autres, juste trois fois leur valeur et amonceler ainsi au Canada une dette publique de $300 millions de dollars — $60.00 par âme de la population, $360.00 pour chaque chef de famille, pendant que pas une autre nation n'atteint même le tiers de cette dette épouvantable en rapport avec le chiffre de sa population.

Le Principal Grant s'exprime comme suit à ce sujet. Il considère dit l'*Electeur* que les dilapidations des deniers publics qui ont été découvertes dans différentes enquêtes indiquent un état de corruption qui ne devrait pas être toléré une heure de plus.

Ah oui l'on peut craindre ici et a fortiori la révolution, car les extravagances de toutes sortes, les sinécures, les pensions, enfin les milliers d'employés publics, ministres, députés, conseillers législatifs qui vivent sans rien faire qui vaille, des sueurs du peuple au lieu de celles qui devraient leur être propres, demandent aujourd'hui la restitution, compensation du gain mal acquis, en mettant en position de travailler les milliers de ceux ruinés par ces extravagances sans nom. Il faut donner de l'ouvrage aux désœuvrés, aux nécessiteux, leur faire à chacun un avoir, leur donner un pied à terre, sur le domaine encore vierge du pays, attirer ici la population surabondante des centres engouffrés du monde civilisé, se faire enfin une population en rapport avec l'étendue du Dominion et par là même des consommateurs, des contribuables sur lesquelles repartir la dette publique pour la rendre moins onéreuse au petit nombre qui en porte aujourd'hui le fardeau.

Citons à l'appui de notre thèse " la nécessité " de la décentralisation, du retour de la ville à la campagne, des travaux industriels à ceux des champs, de l'agriculture. Les statistiques des Etats-Unis font foi qu'en 1790, il n'y avait dans les villes que 3 $^1/_3$ pour cent de la population entière des Etats-Unis. En 1850 la population s'était accrue de plus de 9 % ; en 1860 la population urbaine était de plus de 16 % ; en 1870 de 21 par cent ; en 1880 de 22½ par cent et en 1890 les populations urbaines et rurales étaient dans le rapport de 29 à 71. Voilà des chiffres pleins de renseignements.

En 1871 la population urbaine du Canada était de près de 19 par cent de la population entière et 20 ans plus tard ou en 1891 de près de 29 par cent, et la marche va toujours croissante. Les populations de certaines villes se sont accrues outre mesure en ces dernières années comme de Fall River, New Bedford, Holyoke et Worcester, respectivement de 55, 65, 43 et 44 % pendant que l'Etat entier du Massachussets n'accuse qu'une augmentation de 23½.

Les villes sont peuplées audelà de leur légitime capacité, les campagnes dépeuplées et manquant de la main d'œuvre nécessaire pour faire la récolte, et durant l'année actuelle les villes d'Ontario ont dû envoyer au Nord-Ouest du Canada par le C. P. R. près de10,000 mais additionnelles pour aider à emmagasiner les produits des champs. Le Dr. Stewart, M. S. R. C., déjà cité et qui s'occupe intelligemment de cette question de la réhabilitation des populations rurales, laquelle a beaucoup plus sa raison d'être que le reboisement des forêts, s'exprime ainsi dans le

Chronicle du 31 juillet dernier : Les puissances en jeu attirent évidemment les gens des campagnes vers les villes et rien autre chose qu'un agissement intelligent, ne créera jamais un contre-courant. Un moyen bien simple d'accomplir ceci serait pour le gouvernement Fédéral de venir en aide aux désœuvrés des villes, aux déclassés qui ont abandonné leur élément naturel — la campagne—d'y retourner, en les établissant sur les terrains non concédés de l'Ouest. Un autre moyen, dit-il, de faire retourner le courant serait de diminuer pour le fermier, l'agriculteur, le fardeau des impôts. Il est clair que l'industrie honnête et intelligente sera plus certaine d'une rémunération lucrative en se dirigeant vers les champs, s'il est possible de l'y attirer. Ceci est une chose de pressante importance ajoute-t-il, et il faudra bon gré, mal gré que nos hommes d'État s'en occupent sérieusement tôt ou tard.

Puis nous avons aussi Mr. T. Levasseur, rédacteur d'un important journal de St. Paul, Minesota, qui en date du 10 août dernier écrit à *La Presse* de Montréal, (voir le numéro de ce journal du 31 du même mois), sous l'entête " Hommes et choses de l'Ouest" que son projet d'affiliation, d'une fédération de nos sociétés nationales, ou encore de l'unité canadiene-française aux Etats-Unis, dans un but d'assurance, va son chemin. Cet article de tout une colonne de *La Presse*, mérite attention, car il y discute à fond la question avec les principaux citoyens de l'endroit, le tout dans le but d'assurer le futur des classes ouvrières ou de leurs familles après elles.

Le même journal *La Presse*, de Montréal, dans le même numéro relate sous l'entête de " Un Paradis Perdu " l'essai infructueux que fit en 1893 les désœuvrés de l'Australie, pour se faire un eldorado. Hélas la leçon de la commune de Paris en 1848 était donc déjà oubliée. " Il est désirable et nécessaire déclarèrent les chefs du mouvement que par l'établissement d'une communauté dans laquelle tout travail soit en commun, pour un bien commun, une preuve immédiate soit donnée, qu'homme et femme pourraient vivre dans l'aisance, le bonheur et l'intelligence....plus de patrons naturellement, rien que que des directeurs choisis par le suffrage universel des membres adultes. Plus de magistrats ni de police. Puisque le régime capitaliste ne les empêchait pas d'être malheureux, c'est qu'il était pourri. La vraie liberté et le bonheur, disaient nos réformateurs, seraient impossibles tant que les travailleurs vivraient dans un état de dépendance.... La justice devait être rendue par la communauté tout entière.... En substituant l'appréciation des foules à celles des individus, on croyait écarter les chances d'erreur et d'arbitraire, et l'on s'imaginait que la voix du peuple serait un exemple pour l'union tout entière et transformerait l'humanité souffrante en humanité triomphante. Le lieu choisi était le Paraguay ou une concession de terres de cent lieues carrées attendait les Australiens grâce à la munificence du gouvernement paraguayen. L'on se faisait un rêve imagé des beautés, des richesses, des ressources du pays.... On croit aisément ce qu'on désire.... Nantis d'un fond de souscription de $150,000.00 on mit à la voile pour

le pays de cocagne.... Leurs statuts les avaient affranchis du joug de leurs anciens maîtres, mais la force des choses leur imposa dans la personne de leurs directeurs élus, de nouveaux maîtres, qui peu à peu se convertirent en tyrans.

L'égalité des salaires et le droit pour chacun des associés de vivres sur les biens de la communauté ne résistèrent pas mieux que l'anarchie aux sommations des faits et de la nécessité. Sans consulter le suffrage universel, le directeur fit expulser les paresseux et les ivrognes, qui reconstituaient le parasitisme sous sa forme la plus élémentaire et la plus choquante. Peu à peu le rêve idyllique perdait ses belles couleurs, et la Nouvelle-Australie ressemblait à l'ancienne. Cette ressemblance devait être poussée jusqu'à la caricature par l'organisation d'une nombreuse police. Une police dans le paradis socialiste ! Quelle chute et quelle honte !

Nos Australiens vérifiaient une fois de plus combien grande est la distance de la coupe aux lèvres, de l'idéal à la réalité ; les institutions du vieux monde les avaient poursuivis sur les bords du Tibucuari, et les saisissaient au collet d'une main de fer qui n'était pas gantée de velours. Une première scission s'opéra, puis une seconde ; le phalanstère s'en allait en charpie. Après les scissions vinrent les défections. On s'évadait de l'Eden paraguayen comme on s'évade du pénitencier ; on arrivait mourant de faim à Buenos-Ayres ou ailleurs et l'on tombait à la charge des sociétés de bienfaisance. Ceux qui sont restés dans la Nouvelle-Australie ont repris le vieil homme qu'ils

avaient dépouillé ; ils sont rentrés dans les cadres de l'organisation patronale ; ils pensent, travaillent et et vivent comme tout le monde.

L'Anglais M. Peel, qui a fourni la substance de ce récit, conclut sn ces termes : " L'expérience a montré que le fait d'estimer au même prix le travail de chaque personne sans accorder de considération au tempérament, au sexe, à l'âge, aux services, aux capacités physiques et mentales, ne produit pas les résultats satisfaisants espérés. " Cette conclusion, si exempte de passion et de parti pris, sera aussi le nôtre ; nous y ajouterons une simple réflexion : c'est que l'autorité, chassée par la porte, rentre par la fenêtre et devient une tyrannie.

Non, cette communauté imaginée par tous les socialistes tour à tour ; ce moyen de se soustraire à toute inquiétude pour son avoir, ne saurait exister, ne réussira jamais. Nous l'avons déjà dit : Dieu ne veut point que nous soyions jamais sans être inquiets du futur. " Gagner son pain à la sueur de son front," ne veut dire autre chose, et tout ce qu'il convient de faire encore une fois, est seulement de mettre chacun en mesure de le faire en rendant aux champs ceux qui jamais n'auraient dû les laisser, en y envoyant ceux pour lesquels il n'y a aucun emploi dans les centres trop encombrés.

Les moyens pécuniaires de le faire ont déjà été signalés. Il y a des taxes, des impôts que payent les gens comparativement à l'aise sans maugréer et qu'ils payeraient même avec satisfaction dans le but utilitaire, humanitaire de venir en aide à leurs frères

moins fortunés, et ils le feraient à fortiori avec plaisir comme moyen, en éliminant les désœuvrés, d'éliminer les anarchistes qui ne cherchent qu'à amener ce partage par les riches d'une partie de leurs biens pour le soutien de leurs semblables, ou plutôt pour les mettre tout simplement en mesure de se soutenir eux-mêmes par leur travail ; la taxe par exemple à Paris que l'on prélève aujourd'hui sur les amusements. Cette année les statistiques publiées en rapport avec cette taxe démontre non seulement que les pauvres bénificient largement des plaisirs des riches mais sont intéressantes à un autre point de vue, en ce qu'elles font foi d'une dégénérescence dans les goûts artistiques des Parisiens : Il est de fait par exemple que (je cite un extrait du *Chronicle* du 29 août dernier copié du *London Standard*) l'an dernier les recettes des " Folies Bergères " furent de 1,147,406 francs pendant que celles de " L'Odéon " subventionné par l'Etat et qui n'est second, qu'à " La Comédie Française," n'ont été que de 428,609 francs, ou du tiers à peu près de la première, la recette totale des théâtres étant de 13,404,155 francs sur laquelle les 3 par cent perçus par le gouvernement au profit des pauvres n'est pas de moins de $78,000.00.

La presse contemporaine abonde dans le sens de l'auteur, à l'effet qu'il faut en venir tôt ou tard à se cotiser, chacun suivant ses moyens pour venir en aide à nos frères désœuvrés. Il faut pour ainsi dire recommencer à neuf, retourner au point de départ de nos premiers parents, à la culture de la terre qui offre un rendement abondant ou au moins suffisant à qui sait l'arroser de ses sueurs.

Nous disions que la Commune de Paris en 1848 payait 30 sous par jour à tous ceux qui ne pouvaient trouver de l'ouvrage sur les travaux publics, et en France on vit assez à l'aise avec ces $90 à $100 par année. Nous en doutions un peu tout en le disant lorsque le dernier numéro du *Scientific American* (24 août 1895) est venu dissiper nos doutes en constatant par une statistique circonstanciée qu'au Japon, ou le climat, la terre sont comme ailleurs de par le monde, et où l'on exerce toutes les industries à peu près des autres pays civilisés, la moyenne des gages de toutes les classes d'industries au nombre d'une cinquantaine, et y compris l'agriculture est juste de 30 centins par jour, pendant que le plus fort salaire, celui que l'on paye aux artistes en porcelaine ne dépasse point 72 centins par jour, et que les gages mensuels les plus élevés que l'on y paye aux domestiques sont de $7.20 par mois et de $4.80 aux servantes, avec une moyenne générale de $2.50 et un minimum aux femmes de 96 centins—un peu plus de trois centins par jour.

Nous mettions en garde contre la diminution des industries, des emplois, des moyens divers de gagner sa vie, en faisant fi de l'avis de ceux qui veulent diminuer le travail du genre humain en supprimant du coup, par un langage universel, une monnaie unique, l'emploi des millions de personnes, affectées, de par le monde aux besognes de la traduction, réduction des valeurs d'un pays en celles d'un autre ; et en voilà un autre qui vient abonder dans le même sens : réduire encore la besogne qui fait vivre des

milliers, des millions d'âmes, en supprimant, recommande-t-il, toutes les lettres inutiles, lettres non prononcées et qui dans les deux langues, l'anglais et le français seuls se comptent par centaines de millions dans les livres publiés tous les ans par les deux nations.